

“Le problème, c’est le dosage”

► Le politologue Jean-Benoit Pilet (ULB) estime que tous les éléments d’un accord sont sur la table.

► Il faut maintenant bien doser ces ingrédients.

Entretien Vincent Rocour

Jean-Benoit Pilet, comment jugez-vous la note de Johan Vande Lanotte ? Équilibrée ? Très francophone ? Trop flamande ?

Elle semble être un bon reflet de ce qu’est la négociation depuis la fin de la pré-formation d’Elio Di Rupo. Cette négociation-ci n’est pas comme les précédentes, où l’on échangeait des demandes francophones contre des demandes flamandes. Ici, il y a un camp qui demande beaucoup et un autre qui tente de donner le moins. Le point d’équilibre se trouve entre les deux.

Johan Vande Lanotte l’a trouvé ?

Globalement, les deux camps peuvent trouver sa note insuffisante. Les partis francophones peuvent juger que la protection des droits des francophones dans la périphérie est trop faible au regard de ce qu’ils avaient réclamé durant la campagne électorale. Et les partis flamands, le CD&V et la N-VA en tout cas, peuvent estimer que les avancées sont trop légères par rapport à leur programme respectif. En ce sens, c’est sans doute la note de compromis la plus équilibrée : plus équilibrée que le travail du pré-formateur Elio Di Rupo jugé trop unilatéral par le camp flamand et plus équilibrée que celle de Bart De Wever qui avait fâché le camp francophone.

Cela dit, la négociation aborde depuis le début les mêmes thèmes. Ne tourne-t-on pas en rond ?

Je pense comme certains que tous les éléments pour aboutir à un accord sont sur la table. C’est le dosage de chacun de ces ingrédients qui pose problème. Ce n’est donc pas une question d’acteurs. Même si le MR ou le VLD devaient être invi-

tés à la table de négociation, on ne sortirait pas du cadre défini dans cette note.

Serions-nous dans un jeu de dupe ?

Il y aurait un jeu de dupe si chacun était conscient que le minimum minimum accepté par l’autre ne le serait pas par lui, et que dès lors, qu’il n’y a pas d’accord possible. Mais cela, je n’en sais rien. Je ne suis pas dans la tête des négociateurs.

Ne nous trouvons-nous pas devant des partis qui savent que c’est sans issue, mais ne veulent pas arrêter de peur de devoir en dossier la responsabilité de l’échec ?

C’est la question de savoir comment on sort d’une négociation. Sortir d’une négociation par un accord comme en sortir par un désaccord, c’est quelque chose qui nécessite d’avoir le bon timing politique. C’est-à-dire de ne pas apparaître comme celui qui a trop lâché en cas d’accord ou comme celui qui a été trop dur en cas de désaccord. C’est une question particulièrement cruciale pour la N-VA qui aura le plus de mal à vivre tant un échec qu’un accord. Un échec pourrait lui être

fatal sur le plan électoral s’il s’avère qu’elle en est la grande responsable. Et un accord qui paraîtrait bradé risque de ne pas passer auprès de sa base militante. C’est une spécificité de la N-VA. Pour les autres partis autour de la table, le soulagement d’avoir un accord et donc de sauver l’Etat belge dépasserait les frustrations de n’avoir pas obtenu tout ce qu’ils voulaient ou d’avoir trop cédé sur ce qu’ils ne voulaient pas. Pour la N-VA, c’est le contraire. Le prix à payer pour un accord est plus lourd que celui de dire non. Cela rend cette négociation si particulière.

Pourrait-on se passer de la N-VA ?

Je ne pense pas. Sauf si elle se disqualifie elle-même. Mais elle ne se disqualifierait que si elle posait des exigences qu’aucun autre parti flamand n’assumerait comme elle. Or ce n’est pas le cas actuellement si on en juge encore par l’attitude du CD&V aujourd’hui. Elle se disqualifierait aussi si ses responsables acceptaient un accord qui serait ensuite rejeté par la base militante. C’est d’ailleurs ce à quoi les autres partis flamands rêvent.